

# LETTRE ECONOMIQUE de Cuba

Une publication du SE de La Havane  
Juillet 2025

## En bref

La production nationale d'électricité est en baisse constante ces dernières années, passant de 20 700 GWh en 2019 à 15 300 GWh en 2024 (-25% en 5 ans).

Principalement assurée par un parc vieillissant de 8 centrales thermoélectriques au pétrole (60% de l'électricité de Cuba) et au gaz (16%), l'île exploite en complément des centrales électriques flottantes, et tend à accroître sa dépendance aux groupes électrogènes fioul et diesel (18%). Les installations d'énergies renouvelables, en développement, assuraient en 2023 autour de 5% de la production.

Cuba souffre d'une crise énergétique qui s'est aggravée ces derniers mois en raison de la pénurie de combustible, due au manque de devises pour l'importer, et des pannes répétées des centrales thermoélectriques obsolètes. Chaque jour, la production électrique est déficitaire (avec des pics moyens par jour dépassant les 1500 MW de déficit au dernier trimestre 2024, pour atteindre les 1600 MW à partir de mars 2025). Le gouvernement a récemment indiqué que la situation déjà « critique » devrait s'aggraver. De manière régulière, les centrales sont mises en arrêt partiellement ou totalement pour effectuer des réparations, ce qui entraîne des coupures d'électricité relativement longues, nécessitant un calendrier de rotation des zones affectées. Le nombre moyen de coupures de courant en mai s'élevait à 18 heures par jour et, dans certaines provinces, jusqu'à 90 % des circuits doivent être déconnectés en même temps.

### LE CHIFFRE A RETENIR

# 18h

Nombre moyen d'heures par jour  
de coupures d'électricité à Cuba  
en mai 2025

# Relations extérieures

## Etats-Unis : D. Trump durcit les sanctions contre Cuba.

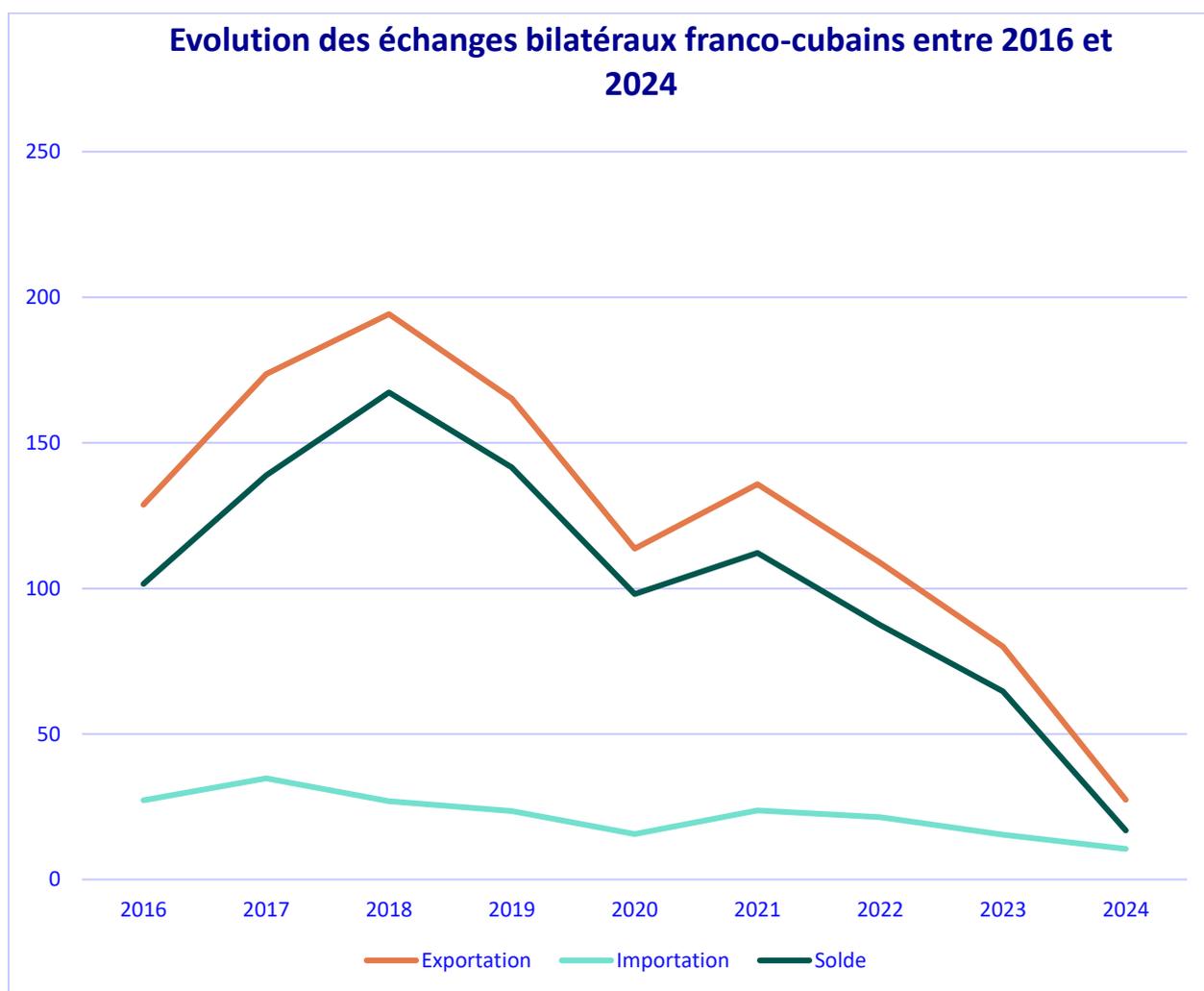
Outre la suspension des visas B1, B2, F, M et J, les Etats-Unis augmentent la pression contre l'une des principales sources de devises de l'île. Des restrictions de visas ont été annoncées contre des fonctionnaires centraméricains (sans donner de noms) en raison de leur participation à des programmes permettant la réception de médecins Cubains sur leur territoire. La Havane envoie du personnel de santé dans plus de 50 pays, principalement en Amérique latine et en Afrique. Ils interviennent dans des situations de désastres naturels ou épidémiologiques mais aussi sur des partenariats de long terme lorsque les pays font face à des déficits de médecins. Si le Guatemala et le Honduras pourraient être touchés par ces annonces, c'est bien le Mexique qui fait aujourd'hui partie des principaux bénéficiaires de ce programme dans la région. En 2022, les autorités cubaines auraient perçu 4,9 Mds USD représentant 70% du total des services exportés. Le traitement par le gouvernement cubain de ces professionnels de santé fait l'objet de critiques par plusieurs organisations de défense de droits humains et cette activité est considérée comme de l'« exploitation » par les Etats Unis, dénonçant notamment le fait que Cuba capterait jusqu'à 94,4% des salaires versés.

Trump signe un mémorandum visant à renforcer les sanctions américaines sur Cuba, en limitant davantage les transactions financières et le tourisme américain sur l'île. Ce texte marque le retour à l'approche ferme qui a caractérisé le premier mandat du Président américain tout en revenant sur les quelques assouplissements introduits par l'administration Biden. Le mémorandum prévoit de mettre fin aux relations économiques qui profiteraient au régime cubain, en particulier avec les institutions militaires, de renseignement et de sécurité. Pour cela, une interdiction de toutes les transactions financières, directes ou indirectes, avec des entités contrôlées par l'appareil militaire est mise en place, comme le conglomérat GAESA et ses filiales, à l'exception des opérations jugées « compatibles avec les intérêts stratégiques des États-Unis » ou qui contribuent « directement au bien-être du peuple de l'île ». Le document indique également souhaiter mieux contrôler le tourisme américain à Cuba, qui demeure interdit sauf dérogations, par le biais d'audits réguliers et de la tenue de registres détaillés de toutes les transactions liées aux voyages pendant une durée minimale de cinq ans. Le Trésor et le Département des transports américains ont désormais 30 jours pour proposer des mesures en ce sens.

# Relations France-Cuba

## Commerce bilatéral : une chute sans précédent.

En 2024, les échanges commerciaux entre la France et Cuba se sont élevés à 37,9 M EUR, enregistrant une chute de plus de 60% g.a. Malgré une légère reprise en 2021, le commerce bilatéral de biens connaît une tendance générale à la baisse depuis 2019. Ainsi, par rapport à 2023, nos échanges connaissent en 2024 une baisse aussi bien au niveau des exportations vers Cuba (-66%), que de nos importations depuis l'île (-32%). Si les exportations françaises structurent la majeure partie de nos échanges commerciaux (72%), elles se sont néanmoins considérablement réduites, notamment dans le secteur céréalier. La balance commerciale reste favorable à la France, même si l'excédent tend à fortement se réduire, n'atteignant que 16,8 M EUR, contre 64,4 M EUR en 2023.



# Zoom sectoriel

## Télécommunications : un secteur en manque de devises et d'investissements.

Le secteur des télécommunications à Cuba a connu un développement sans précédent. Lancé tardivement sur l'île en 2018, l'internet mobile fait face à une forte demande en constante croissance, dynamisé, qui plus est, par un commerce électronique naissant. Ce développement est néanmoins contrarié par un manque important d'investissement dans le réseau et par ses faibles performances concentrant les critiques de la population. Alors que le développement du secteur nécessite des investissements importants en devises, l'unification monétaire en 2021 a dégradé significativement les capacités d'importation de matériel, conduisant à l'embolie du réseau. Cette situation impacte le développement économique du pays et est d'aurant plus préoccupante que les autorités souhaitent recourir de plus en plus aux nouvelles technologies de paiement face à un marché de change défaillant.

### **Un taux de connectivité et une demande en forte progression, stimulant la croissance récente du commerce électronique.**

Régi par un monopole d'Etat, avec pour unique opérateur téléphonique ETECSA, le secteur des télécommunications connaît un développement sans précédent de la demande tant dans la téléphonie mobile que dans la consommation internet. Disposant aujourd'hui de 5 684 bases radio, dont 1 300 dotées de la technologie 4G, 84% de l'île connaît au moins une solution (point d'accès wifi public par exemple) pour se connecter au réseau internet (à noter néanmoins que la qualité du réseau reste

très variable selon les zones). Ce taux de connectivité internet a connu une croissance sans précédent : s'il aura fallu attendre 2015 pour que le gouvernement ouvre des premiers hotspots wi-fi publics, et 2018 pour qu'il annonce un plan visant à développer l'internet mobile, le niveau de pénétration était en 2024 estimé à 73,2% avec une consommation moyenne mensuelle de 10 Go. En outre, plus de 280 000 foyers disposent aujourd'hui de l'offre internet domestique « Nauta Hogar » (lancée en 2017/2018), soit 100 000 de plus qu'en 2020. La demande et l'utilisation de la téléphonie mobile connaît également une forte croissance, tant du nombre d'utilisateurs que du volume d'échange. Avec 6,7 M de connections mobiles actives en 2024 (dont 95 % avec un forfait permettant l'accès à l'internet) contre 5 M en 2018, le trafic de minutes (mn) entre 2019 et 2023 a plus que doublé, pour atteindre en 2023 un total de 16 M mn.



Source : Cubadebate

Ce développement a facilité l'essor du commerce électronique, particulièrement dynamisé à partir de la pandémie. La crise sanitaire a été un terreau fertile pour la naissance des achats en ligne. Auparavant entravé par

des procédures bureaucratiques chronophages, la crise du COVID-19 a poussé l'Etat à simplifier les démarches administratives et permettant de payer en lignes certaines factures comme l'électricité, le gaz, l'eau ou encore les forfaits télécoms. En 2023, 37,7 M de transactions ont été réalisées par le biais du portefeuille mobile Mi Transfer, tandis que 977 M de transactions ont été réalisées par Transfermóvil (+25 % g.a.). Selon ETECSA, le nombre total d'utilisateurs de plateformes de paiement électronique s'élevait à 9,3 M en 2023, soit 110 000 de plus que l'année précédente. Le nombre de transactions électroniques toutes applications confondues continue d'augmenter avec une croissance de 68% g.a. en 2024. Par ailleurs les pénuries, notamment alimentaires et l'impossibilité pour l'Etat de répondre à la demande ont développé l'usage des groupes Facebook et Whatsapp par les Mipymes (secteur privé) pour commercialiser leurs produits.

### **Un développement freiné par une mauvaise qualité du réseau, en manque de devises et d'investissement.**

Malgré cette accélération, Cuba continue d'avoir l'un des pires réseaux internet du monde. En raison de la crise énergétique que connaît le pays, les bases radios qui n'ont pour la plupart pas de générateur de secours, s'éteignent et les quelques bases qui restent opérationnelles sont saturées en raison de la forte demande qu'elles doivent gérer, expliquant la très mauvaise qualité du réseau, qui se dégrade. En 2021, la vitesse internet moyenne était de 15,5 Mbps, contre 5,74 Mbps en 2022 et 5,44 Mbps en 2023. Dernière donnée en date, en avril 2025, le pays figurait parmi les pires réseaux internet mobile au monde avec 4,47 Mbps lorsqu'il s'agit de transférer des données vers un ordinateur et 3,69 Mbps lorsque

des données sont envoyées depuis un ordinateur vers un serveur distant. Par ailleurs en mars 2025, l'île disposait de la deuxième plus mauvaise connexion fixe haut débit du monde, la vitesse ne dépassant pas les 3,3 Mbps, juste devant la Syrie. A titre de comparaison régionale, la Jamaïque et la République Dominicaine dépassent respectivement les 85 Mbps et 46 Mbps (cf annexe 1).

### **Les revenus provenant de l'exportation de services de télécommunications ont chuté ces dernières années, limitant grandement les investissements de la part d'ETECSA.**

Selon l'Office national des statistiques et de l'information (ONEI) en 2018 et 2019, le pays a maintenu des chiffres relativement stables, avec des recettes d'environ respectivement 722 M USD et 723 M USD. Ces valeurs reflétaient la capacité d'ETECSA à capter des devises étrangères grâce aux services internationaux, y compris les recharges et les forfaits destinés au marché étranger (acheteur résident à l'étranger pour une personne vivant à Cuba) et grâce aux recettes provenant du roaming des touristes. L'année 2020 a marqué un pic avec des revenus s'élevant à 807 M USD, le niveau le plus élevé entre 2018 à 2023. Cependant, l'échec de la Tarea Ordenamiento qui a dévalué le peso cubain (CUP) et supprimé le CUC (peso convertible équivalent à l'USD) a fait chuter les rentrées en devises de l'entreprise. En l'espace d'un an, elles se sont contractées de plus de 80 % g.a. Par la suite, la tendance n'a fait que s'accroître : en 2022, les recettes sont tombées à 128 M USD, et en 2023, à 112 M USD (cf annexe 2). Ce manque de liquidités limite grandement les investissements pourtant nécessaires à effectuer par l'opérateur. Si l'entreprise

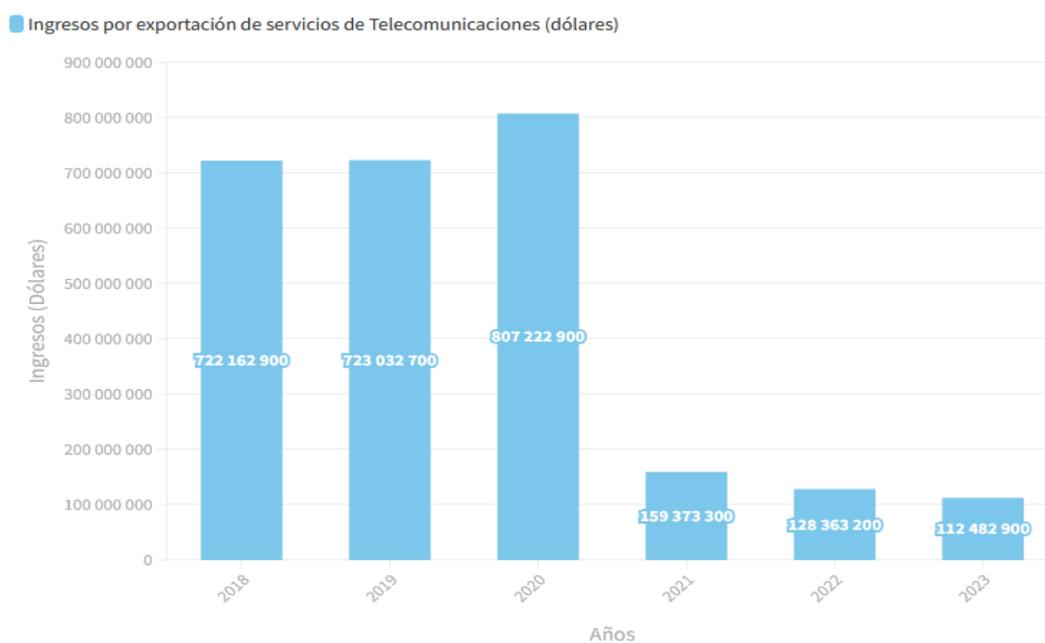
dispose de CUP, le bas volume de dollar obère sinon limite l'importation de matériel. La situation est telle qu'en 2024 le gouvernement a infligé une amende à ETECSA pour ne pas avoir dépensé ces réserves en CUP prévues pour la maintenance et l'investissement dans son réseau.

**Face à cette situation, le gouvernement et ETECSA cherchent de nouvelles sources de revenus, et notamment de devises.**

Pour le budget 2025, le ministre des finances et des prix a expliqué qu'une taxe spéciale sur les services de télécommunications serait prochainement mise en place et devrait générer, en plus des factures de l'opérateur, plus de 13 Mds CUP pour l'année 2025. Par ailleurs ETECSA a annoncé de nouveaux tarifs, entrés en vigueur à partir du 30 mai. Désormais, l'accès mensuel à internet a été plafonné 6 Go mensuels pour un prix de 360 CUP

(alors que la consommation mensuelle moyenne des Cubains est de 10 Go), soit 15 USD au taux officiel (0,95 USD au taux du marché informel). Si un consommateur souhaite recharger au-delà de ce prix de base, les tarifs s'envolent pour atteindre des prix qui vont de 3 360 à 11 760 CUP (soit respectivement 9 USD et 31 USD au taux informel) pour des forfaits entre 3 et 15 Go. Ces évolutions représentent une augmentation moyenne de l'offre de plus de 500% et semblent s'aligner au taux de change informel pour pouvoir proposer une offre en devise attractive (16 Go supplémentaires coutent 35 USD, et 15 Go 11 760 CUP, soit avec un taux de 360 CUP pour 1 USD, environ 32 USD). Alors que plus de la moitié des Cubains n'ont pas accès à la devise et que le salaire moyen s'élève à un peu plus de 5000 CUP, cette annonce a déclenché un mouvement de contestations sporadique notamment chez les étudiants.

**Evolution des revenus en dollar générés par ETECSA entre 2018 et 2023**



Source: Oficina Nacional de Estadísticas e Información de la República de Cuba

Source : Office National des Statistiques et de l'Information de la République de Cuba (ONEI)

# L'actualité en bref

## Réduction du nombre de PME : le climat d'affaires se dégrade-t-il ?

Cuba comptait, fin décembre 2024, 9 236 PME. Ce chiffre confirme une diminution de 2,35% par rapport aux entreprises recensées (9 458 PME) au mois de septembre. Selon les données publiées par l'ONEI (Office nationale de statistique), il s'agit de la première diminution depuis l'autorisation de ce statut en septembre 2021. Certains secteurs, comme l'industrie (-36,5%) ainsi que le tourisme et la restauration (-28,4%) sont particulièrement affectés, tandis que d'autres, comme le commerce, font preuve de plus de résilience. En effet, même si ce dernier enregistre une baisse de 7%, les PME dans le secteur du commerce représentaient, fin 2023, 25% des ventes au détail (contre 4,1% en 2022).

D'après plusieurs économistes, la diminution du nombre de Mipymes serait le résultat de plusieurs facteurs combinés. D'abord, la crise énergétique que vit le pays et le manque d'investissement laissent des séquelles profondes sur le tissu entrepreneurial. L'inflation persistante, la hausse des coûts ainsi que la diminution du tourisme, ont également un fort impact. Le durcissement des réglementations dans la nouvelle politique de « redressement » de l'activité privée à Cuba aurait également exacerbé la situation.

## La Russie a annoncé un mécanisme facilitant l'investissement privé à Cuba, qu'elle estime à 1 Md USD d'ici 2030.

A l'occasion en mai d'une rencontre entre Miguel Diaz Canel et Vladimir Poutine au Kremlin, la Russie a annoncé un mécanisme facilitant l'investissement privé à Cuba pour un montant total estimé d'1 Md USD d'ici 2030. Ainsi, la Russie serait disposée à prendre en charge une partie des taux d'intérêt que les entreprises devraient payer aux banques lorsqu'elles sollicitent des prêts pour réaliser ces investissements, qui, selon une première manifestation d'intérêt, s'élèveraient à environ 1 Md USD. Les autorités ont ainsi précisé que si le crédit bancaire actuel est de 21 %, le crédit que les entreprises devraient payer serait de 5 %, le gouvernement russe compensant la différence. Dans ce cadre, ils prévoient la mise en place d'un Agenda économique bilatéral pour la collaboration économique et commerciale ainsi que scientifique et technique avec une feuille de route et un plan d'action pour la période 2025-2030. Le secteur énergétique, l'agriculture et l'éclairage public sont les secteurs priorités par cette aide publique.

## Production sucrière : une crise qui continue.

Entre une chute importante de la production de sucre depuis plusieurs années et un retard majeur dans le démarrage de la récolte de 2025, la situation de la filière est inquiétante. En 2024, la production de sucre a diminué de 60 % : à peine 160 000 tonnes de sucre ont été produites cette année, contre un objectif fixé de 412 000 tonnes. Une chute inédite, conséquence directe du manque de carburant, de pièces de rechange pour le matériel agricole et de financement.

La situation pourrait ne pas s'améliorer en 2025. En effet, en janvier, sur les 14 usines qui devraient participer à la production de sucre, seule 6 étaient opérationnelles et le

volume de canne broyée n'atteignait que 25% du chiffre prévu. La production de sucre atteint, pour sa part, 21% des prévisions.

L'industrie sucrière cubaine a constitué pendant longtemps l'élément moteur de l'économie du pays. Après presque une décennie (1980-1990) d'une récolte moyenne annuelle proche de 7 M de tonnes, la production a commencé à baisser de manière continue à partir de 1992.

## Quoi de neuf ?

### France invitée d'honneur de la deuxième foire internationale d'EXPOSUR 2025

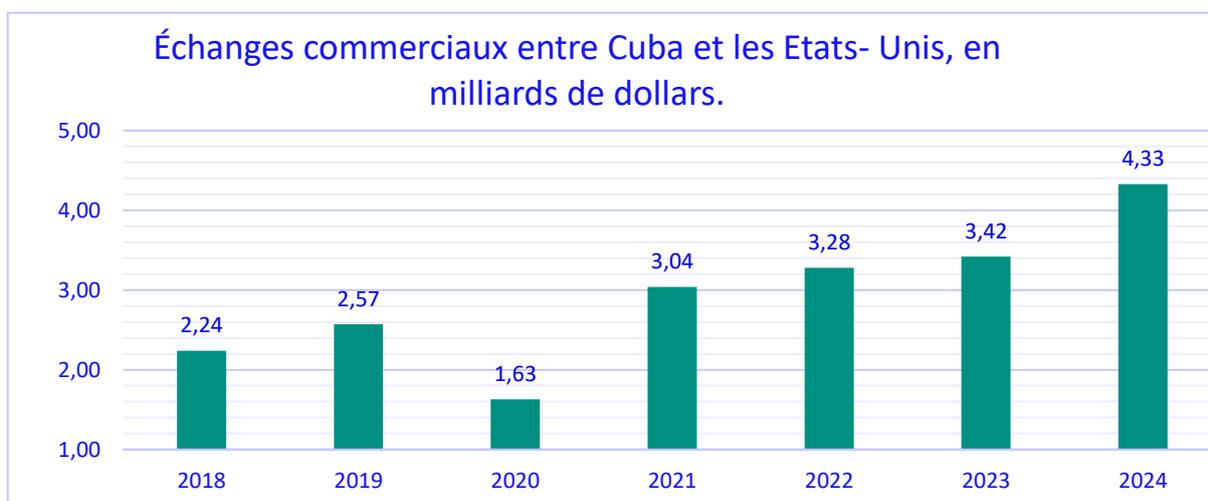
A l'occasion de la deuxième foire internationale EXPOSUR 2025, une délégation composée de l'Ambassadeur, Laurent Burin des Roziers, du SCAC, de l'AFD et du Service Economique, s'est rendue dans la province de Cienfuegos. Si la France a été pays invité d'honneur et particulièrement mise en lumière lors de cet événement, EXPOSUR a permis à la délégation de valoriser nos entreprises françaises présentes sur l'île, de rencontrer les autorités locales, de nouveaux acteurs économiques de la province, et particulièrement des MIPYMES, tout en présentant le programme d'appuis à ce secteur proposé par l'AFD, sur financements délégués de l'Union européenne. Ce déplacement a également été l'occasion de visiter l'Université de Cienfuegos dans la perspective d'une coopération universitaire régionale renforcée, et de mettre en valeur Cuba Coopération, acteur clé de la relation franco-cubaine dans cette province. Après un discours de l'Ambassadeur, une coupe du ruban avec la Gouverneure de Cienfuegos a été organisée avant d'aller visiter les différents stands. Se tenant du 21 au 24 mai, 92 entreprises cubaines (publiques comme privées) étaient présentes.



# Focus statistique

## Exportations américaines vers Cuba : des chiffres records en 2025.

Dans un contexte de durcissement de la relation entre Cuba et les Etats-Unis, les échanges commerciaux entre les deux pays continuent d'augmenter. Les chiffres publiés par le Conseil Economique et Commercial Etats-Unis-Cuba montrent, en effet, une augmentation de 75% sur les exportations vers l'île, dépassant, en février, les 47 M USD, contre 20 MUSD dans la même période de l'année précédente. Ce chiffre constitue le volume de vente le plus élevé depuis 2014. Parmi les principaux produits importés par Cuba figurent les produits à base de viande de volaille et de porc (70% du total), du lait, du café et du riz. Il convient également de mentionner l'importation de véhicules d'occasion, pour un montant dépassant 1 MUSD. Avec ces résultats Cuba se positionne ainsi au 44<sup>ème</sup> rang des exportations américaines, sur un total de 212 pays. Depuis 2001, grâce à un allègement de l'embargo, les sociétés américaines peuvent vendre certains produits agroalimentaires à Cuba. En effet la loi Trade Sanctions Reform and Export Enhancement Act of 2000 (TSREEA), établie par les Etats-Unis en 2000, a ré-autorisé les échanges commerciaux directs vers Cuba pour tous les biens agricoles et alimentaires, sous couvert du respect de conditions particulières (paiement comptant et liquide). Par ailleurs, fin 2022, l'administration Biden avait également autorisé l'exportation de véhicules vers Cuba, et depuis, les achats à ce titre dépassent déjà 76 MUSD.



Source : Graphique réalisé par le SE de La Havane à partir des données de l'ONEI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Aurélien Salvini, Chef du Service économique de La Havane

Rédaction : Matéo Garcia et Saïlé Ruíz Tudó, Service économique de La Havane

Abonnez-vous : [lahavane@dgtresor.gouv.fr](mailto:lahavane@dgtresor.gouv.fr)